

## Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

---

**DE :** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)>  
**DATE :** 30 avril 2020 11 h 50  
**À :** Crosby, Jordan (PS/SP)  
**Cc :** McKenna, Isabella (PS/SP); Milech, Michael; Zimmerman, Shannon; Khalil, Samantha; Harris, Emily (SPAC/PSPC); Laycock, Tristan (SPAC/PSPC); Davis, Kathleen; [Adam.Austen@international.gc.ca](mailto:Adam.Austen@international.gc.ca)  
**Objet :** Reportage de Global News sur l'EPI

D'accord merci. Pouvez-vous nous faire part de la déclaration que votre ministère a envoyée à Global?

**DE :** Crosby, Jordan (PS/SP) <[jordan.crosby@canada.ca](mailto:jordan.crosby@canada.ca)>  
**DATE :** Jeudi 30 avril 2020 11 h 49  
**À :** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)>  
**Cc :** McKenna, Isabella (PS/SP) <[isabella.mckenna@canada.ca](mailto:isabella.mckenna@canada.ca)>; Milech, Michael <[Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca)>; Zimmerman, Shannon <[Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca](mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca)>; Khalil, Samantha <[Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca)>; Harris, Emily (SPAC/PSPC) <[emily.harris@canada.ca](mailto:emily.harris@canada.ca)>; Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <[tristan.laycock@canada.ca](mailto:tristan.laycock@canada.ca)>; Davis, Kathleen <[Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca)>; [Adam.Austen@international.gc.ca](mailto:Adam.Austen@international.gc.ca)  
**Objet :** Reportage de Global News sur l'EPI

Du SCRS

1. Les conseils en matière de sécurité du SCRS sont considérés comme classifiés et les détails à cet égard ne peuvent être divulgués publiquement. Il est important de noter que, dans le cadre de son programme de filtrage de sécurité en matière d'immigration et de citoyenneté, le SCRS fournit des conseils en matière de sécurité à des partenaires comme IRCC et l'ASFC en vertu de l'article 34 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR) seulement. La responsabilité de la décision concernant l'admissibilité d'une personne incombe à IRCC ou à l'ASFC. Je vous recommande de communiquer avec eux si vous avez d'autres questions.
2. Comme vous pouvez vous y attendre, nous ne commentons, ne confirmons ou ne nions pas publiquement les détails de nos enquêtes ou méthodologies.
3. En vertu de notre loi, le SCRS a clairement le mandat d'enquêter sur l'espionnage et le sabotage, le terrorisme, l'ingérence étrangère et la subversion, et nous continuerons d'utiliser nos pouvoirs juridiques pour veiller à ce que le gouvernement du Canada reçoive des renseignements sur ces questions cruciales.

**DE :** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)>  
**DATE :** Jeudi 30 avril 2020 11 h 43  
**À :** Crosby, Jordan (PS/SP) <[jordan.crosby@canada.ca](mailto:jordan.crosby@canada.ca)>  
**Cc :** McKenna, Isabella (PS/SP) <[isabella.mckenna@canada.ca](mailto:isabella.mckenna@canada.ca)>; Milech, Michael <[Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca)>; Zimmerman, Shannon <[Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca](mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca)>; Khalil, Samantha <[Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca)>; Harris, Emily (SPAC/PSPC) <[emily.harris@canada.ca](mailto:emily.harris@canada.ca)>; Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <[tristan.laycock@canada.ca](mailto:tristan.laycock@canada.ca)>; Davis, Kathleen <[Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca)>; [Adam.Austen@international.gc.ca](mailto:Adam.Austen@international.gc.ca)  
**Objet :** Article de Global News sur l'EPI

Ajout. Pouvez-vous nous faire part des réponses que vos ministères ont envoyées à Global? Je vois

quelques citations. Nous sommes à la recherche de plus amples renseignements à ce sujet. Veuillez

m'appeler au besoin :

- M. O'Toole a dit qu'il savait pertinemment qu'en janvier, « les hauts fonctionnaires canadiens avaient été avertis que la Chine gardait de l'EPI, mais qu'au lieu de réagir à la menace, le gouvernement du Canada a expédié 16 tonnes d'EPI en Chine. »
- Entre-temps, le 26 janvier, le consulat général de Chine à Montréal a mis sur pied une équipe d'intervention d'urgence en cas d'épidémie afin d'obtenir de l'EPI et « a communiqué avec plus de 10 représentants du gouvernement canadien à trois niveaux ».
- M. O'Toole affirme que les méthodes utilisées par Pékin pour sécuriser l'EPI et la réponse du Canada doivent être étudiées dans le cadre d'une vaste enquête nationale lorsque les risques liés au coronavirus auront enfin disparu. Des groupes du Front uni, y compris des membres de la Fédération du Guangdong, distribuent maintenant de l'EPI à d'autres pays et à des « Chinois d'outre-mer ».

Merci,

Sabrina

**DE :** Crosby, Jordan (PS/SP) <[jordan.crosby@canada.ca](mailto:jordan.crosby@canada.ca)>

**DATE :** Jeudi 30 avril 2020 10 h 56

**À :** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)>

**Cc:** McKenna, Isabella (PS/SP) <[isabella.mckenna@canada.ca](mailto:isabella.mckenna@canada.ca)>

**Objet :** Je suppose que vous avez vu ceci

Oui. Je complète.

**DE :** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)>

**DATE :** Jeudi 30 avril 2020 10 h 45

**À :** Crosby, Jordan (PS/SP) <[jordan.crosby@canada.ca](mailto:jordan.crosby@canada.ca)>

**Objet :** Je suppose que vous avez vu ceci

Des groupes du Front uni au Canada ont aidé Pékin à stocker des fournitures de sécurité contre le coronavirus

Par Sam Cooper

30 avril 2020

À la mi-janvier, les consulats chinois au Canada et dans le monde ont émis une directive urgente. La Chine craignait que le nouveau coronavirus qui sévissait à Wuhan soit si mortel et infectieux que ses infirmières et ses médecins ne manquent de fournitures de sécurité.

Il fallait de l'équipement de protection individuelle (EPI).

En seulement six semaines, la Chine a importé 2,5 milliards de pièces d'équipement de protection contre les épidémies, dont plus de deux milliards de masques de sécurité, selon les données du gouvernement chinois.

Et cela soulève de grandes préoccupations sur plusieurs fronts, selon les critiques, notamment le député conservateur Erin O'Toole.

De toute évidence, la Chine cachait l'ampleur de la pandémie qui menaçait le monde blanc en sécurisant secrètement son EPI à bas prix. Cette opération « clandestine » a fait en sorte que « le monde s'est retrouvé à découvert, sans aucun EPI », a déclaré Jorge Guajardo, ancien ambassadeur du Mexique à Pékin, à Global News.

Ainsi, à partir du mois de mars, après que la COVID-19 ait fait le tour du globe, les pays qui ont fourni des masques à la Chine en janvier et en février ont été forcés de rivaliser pour obtenir l'approvisionnement de la Chine.

M. O'Toole et M. Guajardo ont déclaré qu'à la fin de janvier, des sources des milieux manufacturiers et militaires avaient averti les gouvernements occidentaux que la Chine semblait s'emparer secrètement de l'approvisionnement mondial en EPI.

Or les dirigeants du Canada n'ont pas agi, selon O'Toole.

**« Une source m'a dit en janvier que les services militaires et d'urgence savaient que la Chine stockait des masques et achetait essentiellement le maximum de quantités qu'elle pouvait se procurer », a-t-il déclaré dans un entretien accordé à Global News. « Et nous savons, [...] que les hauts fonctionnaires de Travaux publics Canada, à la fin de janvier et au début de février, étaient tout aussi au courant d'une course à l'EPI. »**

**Une enquête menée par Global News examine les méthodes troublantes et les acteurs clandestins utilisés par Pékin pour accaparer discrètement l'approvisionnement mondial en EPI dans le cadre d'une opération au niveau de l'État.**

**La Chine a eu recours à des voies diplomatiques, à des entreprises d'État et à des associations communautaires de la diaspora chinoise qui seraient de plus en plus sous l'influence du puissant ministère du Travail du Front uni (MTFU) du président chinois Xi Jinping.**

**Et grâce aux réseaux clandestins du Front uni, qui sont exploités à partir de consulats chinois dans des villes de Vancouver à Toronto, de New York à Melbourne à Tokyo, le parti communiste a exhorté des millions de « Chinois vivant à l'étranger » à faire des achats massifs de masques N95 afin d'expédier des « lots de fournitures rares pour la mère patrie ».**

**Aussi troublantes que soient les méthodes de la Chine, l'opération paraît encore pire sous une loupe, car certains organismes qui semblent participer aux efforts du Front uni au Canada comprennent des membres qui ont déjà été surveillés ou qui ont fait l'objet d'une enquête par la GRC et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), selon des sources de la GRC et du SCRS.**

**L'opération d'importation d'EPI de la Chine a été décrite par ses médias d'État comme un effort guerrier. Et le succès a été spectaculaire.**

**Selon un rapport du Congrès américain publié en avril, du 24 janvier au 29 février, la Chine a augmenté sa production de masques et imposé des restrictions à l'exportation à des entreprises étrangères établies en Chine, comme le fabricant canadien de masques Medicom et le fabricant américain de masques 3M.**

**Parallèlement, la Chine a importé 2,02 milliards de masques de sécurité, selon les dossiers douaniers de mars 2020 de Pékin.**

**L'objectif était de « veiller à ce que l'approvisionnement national soit suffisant pour contrer la COVID-19, les bureaux régionaux (dirigés par Pékin) en Chine et à l'étranger afin de travailler avec les associations de l'industrie de la RPC pour obtenir en priorité des fournitures de sources mondiales », indique le rapport.**

**L'appel mondial concernant les masques a été affiché sur les sites Web du MTFU et envoyé aux consulats chinois où sont intégrés les bureaux du Front uni.**

Les demandes ont été faites vers les 14 et 15 janvier, lorsque les autorités chinoises ont reçu des instructions confidentielles de M. Xi, et toutes les régions ont été averties de « se préparer à une pandémie et d'y réagir », selon des documents ayant fait l'objet d'une fuite et cités dans une enquête de l'Associated Press. Le personnel hospitalier a reçu l'ordre d'enfiler de l'équipement de protection.

M. Guajardo, ancien ambassadeur du Mexique à Pékin, a déclaré à Global News que, le 23 janvier, lorsque la Chine a mis Wuhan sous clé, il avait constaté que Pékin importait massivement de l'EPI.

M. Guajardo, qui travaille maintenant pour une société d'experts-conseils à Washington, D.C., a déclaré à la mi-janvier qu'il avait été contacté par une source œuvrant dans la logistique de la chaîne d'approvisionnement mexicaine.

« Ils m'ont dit, vous savez, c'est drôle, je suis submergé par les ordres d'envoyer tous les N95 que je peux trouver en Chine. »

Il explique avoir effectué quelques vérifications aux États-Unis et avoir jugé que les stocks d'EPI disparaissaient des points de vente au détail grâce des méthodes indétectables.

« Je me suis dit : " Oh mon Dieu, ils achètent tous les N95 dans le monde " », a confié M. Guajardo à Global News.

Il était tellement convaincu qu'il a publié un tweet inquiétant le 27 janvier prévoyant une pénurie imminente d'EPI en Amérique du Nord.

Tout comme le jour suit la nuit, une pénurie de quelque chose en Chine se répercute rapidement près de chez nous. Il n'y a pas de masques chirurgicaux dans la région de Washington, DC. Je suppose que les gens les achètent en gros pour les expédier ou les vendre en Chine.

En mars, les masques vendus à la Chine en janvier et en février étaient revendus au Mexique à un prix 20 à 30 fois plus élevé, selon M. Guajardo.

Le *Washington Post* et CNN ont signalé en avril que le prix de l'EPI était parfois plus de 1 000 % plus élevé qu'au début de janvier.

« La dissimulation de la Chine au début de la pandémie a compliqué les choses, a dit M. Guajardo. Et actuellement, la situation se complique davantage du fait que la Chine laisse le monde à nu sans aucun EPI.

Elle est à l'origine de la pandémie et elle en profite maintenant. »

M. Guajardo a ajouté que, d'après son expérience avec la Chine, les masques vendus à l'heure actuelle ne seront pas seulement revendus à des prix exorbitants, ils comportent des défauts de qualité potentiels et s'accompagnent d'exigences politiques à plus long terme.

Le rapport du Congrès des États-Unis publié en avril conclut de la même façon que « le gouvernement chinois peut distribuer de façon sélective des fournitures médicales à l'étranger, en choisissant des pays désignés, selon des calculs politiques ».

Selon un rapport du Congrès américain, la Chine a augmenté sa production d'EPI tout en interdisant les exportations et en augmentant les importations.

Dans une entrevue, M. O'Toole, député conservateur, a expliqué qu'en janvier, au Canada, il entendait les mêmes avertissements concernant l'EPI de la part de ses sources que ceux que M. Guajardo recevait de sources au Mexique et aux États-Unis.

**M. O'Toole a dit qu'il savait pertinemment qu'en janvier, les hauts fonctionnaires canadiens avaient été avertis que la Chine gardait de l'EPI, mais qu'au lieu de réagir à la menace, le gouvernement du Canada a expédié 16 tonnes d'EPI dans ce pays.**

**M. O'Toole croit que les méthodes utilisées par Pékin pour obtenir l'EPI et la réponse du Canada doivent être étudiées dans le cadre d'une vaste enquête nationale lorsque les risques pour la santé liés au coronavirus auront enfin disparu.**

**« Le Parti communiste de Chine a volontairement caché des informations sur l'épidémie pendant au moins des semaines, voire des mois, a déclaré M. O'Toole. Non seulement cela a donné au monde moins de temps pour réagir, mais cela a minimisé la gravité potentielle de la menace. Les pays n'ont pas pris de décisions concernant les interdictions de vol et (la protection) des entrepôts d'EPI. »**

**Invité par Global News à répondre à l'affirmation de M. O'Toole, un porte-parole de Santé publique Canada a déclaré qu'en janvier, les fonctionnaires ont commencé à surveiller le coronavirus en Chine et « ont entrepris des démarches avec Services publics et Approvisionnement Canada afin d'obtenir les fournitures nécessaires pour réagir à une éclosion possible au Canada. »**

**Des courriels envoyés à l'interne à Santé publique Canada indiquent que le 31 janvier, la ministre Patty Hajdu a approuvé un don d'EPI à la Chine à partir de la réserve d'urgence du Canada, y compris « du matériel qui expirerait en février et en mars ». Le ministère croyait que ce don ne compromettrait pas l'approvisionnement du Canada en EPI, selon les courriels.**

**La semaine dernière, le premier ministre Justin Trudeau a reconnu que deux avions du Canada envoyés en Chine pour acheter de l'EPI étaient revenus vides.**

**M. Trudeau a mentionné la congestion aux aéroports chinois et les restrictions qui ne permettent aux avions d'attendre les marchandises que pendant de courtes périodes. Mais la Chine a qualifié la déclaration de M. Trudeau d'« inexacte ». Les consulats et les associations communautaires chinois cités dans cet article n'ont pas encore répondu aux questions de Global News.**

**« Chaque Chinois à l'étranger est un guerrier. »**

**L'examen de rapports officiels des médias d'État comme Xinhua ainsi que des pages Web du MTFU en Chine et des rapports de groupes communautaires sinocanadiens connexes a permis d'enregistrer des envois massifs d'EPI d'au moins 100 tonnes du Canada vers la Chine en janvier et février.**

**Les efforts ont été organisés par l'entremise de consulats à Vancouver, à Toronto et à Montréal. À Vancouver et à Toronto, les associations commerciales officiellement liées au MFTU semblent avoir pris les devants dans l'initiative mondiale d'approvisionnement de masques N95, assurant également la sécurité et l'expédition d'EPI d'autres pays vers la Chine.**

**Un rapport du 2 février publié dans Xinhua documente une facette de l'opération mondiale impliquant des millions de migrants du Fujian, une région du sud de la Chine. Le rapport, intitulé « Tous les Chinois à l'étranger sont des guerriers », regorge de descriptions militaristes qui ont des allures de propagande.**

**« L'épidémie menaçante est arrivée soudainement. Mais la force majestueuse vient du personnel médical de première ligne, des membres et des cadres du parti, du peuple, des Chinois du Fujian et des Chinois vivant à l'étranger », dit le rapport publié dans Xinhua. « Les personnes originaires de Fujian habitant dans des douzaines de pays sur cinq continents se sont jointes à cette bataille invisible... ils ont voyagé jour et nuit et ont mené une course contre la montre pour envoyer des lots de fournitures rares à la patrie. »**

**Le rapport porte sur la Chambre de commerce Fuqing de Toronto. Il s'agit de l'un des groupes qui ont participé à un rassemblement contre la démocratie organisé par le Front uni à Markham, en Ontario, à l'été 2019.**

**Selon le rapport publié dans Xinhua, le président de la chambre de commerce de Fuqing s'est rendu en Chine en janvier avant le Festival du printemps en Chine.**

**Mais après « avoir constaté que les fournitures se faisaient rares, il est monté à bord d'un avion à destination de Toronto pour aider à l'achat (de masques) », indique le rapport.**

**Le rapport ne fait aucune mention des risques de la COVID-19 présentés par le président de la chambre de commerce de Fuqing qui a pris l'avion de la Chine à Toronto au moment du Festival du printemps, alors que le gouvernement chinois aurait émis des mises en garde internationales selon lesquelles le danger de propagation de la pandémie était élevé. Toutefois, rien n'indique que le président de la chambre de commerce de Fuqing était au courant des risques de pandémie liés au voyage à l'époque, car le Canada et l'Organisation mondiale de la Santé ne déconseillaient pas les voyages depuis la Chine vers le Canada.**

**Selon le rapport publié dans Xinhua — que Global News n'a pas pu vérifier de façon indépendante —, après son atterrissage à Toronto par -25 °C, le président de la chambre de commerce a immédiatement pris place dans un véhicule et s'est rendu au siège social de la chambre de commerce de Fuqing et a ordonné « Achetez (de l'EPI) par lots. Agissez maintenant! »**

**« Immédiatement, près d'une centaine de Chinois vivant à l'étranger se sont rendus à la chambre de commerce », indique le rapport publié dans Xinhua.**

**Dans les jours qui ont suivi, 200 membres de la Chambre de commerce de Fuqing ont parcouru l'Ontario pour acheter des fournitures médicales, selon le rapport, alors qu'en Chine, un fonctionnaire « a travaillé avec le ministère du Travail du Front uni de Fujian, et les douanes de Fujian » et diverses compagnies aériennes chinoises afin de recevoir « les fournitures médicales du Canada ».**

**Les membres de la Chambre de commerce Fuqing de Toronto ont expédié de l'EPI en Chine par l'intermédiaire du ministère du Travail du Front uni, selon Xinhua.**

**Le président de la chambre de commerce de Fuqing n'a pas pu être joint pour obtenir ses commentaires.**

**Les rapports d'envois importants d'EPI en provenance de Toronto sont corroborés par les rapports du bureau de Toronto de Hainan Airlines (HNA).**

**Les rapports indiquent que le 25 janvier, HNA a « répondu à l'appel de l'État » et transféré des chargements d'EPI en Chine qui avaient été donnés par « des ministères étrangers, des organismes de bienfaisance, des organisations sociales et des Chinois vivant à l'étranger ». À la mi-février, HNA avait livré 56 tonnes d'EPI de Toronto à la Chine, selon les rapports.**

**Entre-temps, le 26 janvier, le consulat général de Chine à Montréal a mis sur pied une équipe d'intervention d'urgence en cas d'épidémie afin d'obtenir de l'EPI pour son pays et « a communiqué avec plus de 10 représentants du gouvernement canadien à trois niveaux ».**

**Selon des rapports de l'État chinois, le consulat de Montréal a aidé des entreprises et des groupes de Chinois et d'étudiants vivant à l'étranger à expédier plus de 30 tonnes de masques et de vêtements de protection dans diverses villes de Chine.**

**De plus, le 23 janvier à Vancouver, Yongtao Chen, un promoteur immobilier et président de la Canadian Alliance of Chinese Associations (CACA), a été alerté par le consulat chinois à propos du besoin criant d'EPI à Wuhan, selon des rapports de l'État chinois.**

**Selon Chen Yonglin, un ancien diplomate chinois qui a fait défection en Australie, la CACA est un groupe de « contrôle » du Front uni au Canada.**

**Et il est membre de l'Overseas Chinese Affairs Office du MTFU, un organe utilisé par Pékin pour influencer la diaspora chinoise, selon la U.S.-China Economic and Security Review Commission en 2018.**

**Les dirigeants de la CACA ont travaillé avec le consulat de Vancouver dans le cadre d'un groupe WeChat de riposte à l'épidémie pour recueillir des fonds et organiser l'achat d'EPI au Canada et ailleurs, selon un rapport publié le 31 janvier sur un site Web lié à la CACA.**

**« Par divers moyens, la réunion conjointe a permis d'obtenir des vêtements de protection, des désinfectants, des masques et d'autres matériaux de protection, et de prendre des dispositions pour les expédier à Wuhan », indique le rapport.**

#### **Enquêtes du SCRS et de la GRC**

**Au moins un des groupes dirigés par Vancouver qui semble être impliqué avec la CACA dans l'initiative de Pékin visant à se procurer de l'EPI, la Guangdong Overseas Chinese Federation, comprend des membres qui ont attiré l'attention dans le cadre des enquêtes canadiennes de sécurité nationale et d'application de la loi, selon des sources qui connaissent les dossiers de la GRC et du SCRS. Les dirigeants de la fédération n'ont pas pu être consultés pour obtenir des commentaires.**

**Un rapport publié le 23 mars par l'All-China Federation of Returned Chinese Overseas a décrit les efforts déployés par la fédération du Guangdong, qui compte des membres dans 131 pays, pour expédier de l'EPI. Selon le rapport, le dirigeant de la fédération Guangdong, Ruji Feng, président de la Canada Chao Shan Association à Vancouver, aurait dit que « les communautés locales collaborent activement avec les ambassades et les consulats pour contacter toutes les communautés chinoises à l'étranger et les encourager à collaborer afin de préparer diverses fournitures médicales ».**

**Le groupe de Feng a également aidé la CACA à expédier 60 boîtes d'EPI par avion de Manille, aux Philippines, jusqu'en Chine, indique le rapport.**

**Un homme qui a répondu au numéro de la liste de Canada Chao Shan à Vancouver a dit à Global News qu'il n'était pas lié à l'association et qu'il ne pouvait pas trouver de directeurs pour commenter ce reportage.**

**L'examen effectué par Global News des Panama Papers concernant les dossiers bancaires à l'étranger et des dossiers des tribunaux criminels et civils de la Colombie-Britannique montre que certains membres de Canada Chao Shan — qui sont principalement situés à Vancouver, mais aussi dans le sud de la Chine — sont liés à des activités financières clandestines présumées.**

**En 2003, un des membres de Vancouver, Xun Chuang, a été condamné à une peine d'emprisonnement de 18 mois avec sursis pour production de stupéfiants et à une interdiction de possession d'armes à feu pendant 10 ans, selon les casiers judiciaires de la Colombie-Britannique. Et selon les documents et les sources de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, Xun Chuang et l'adresse de son agent Chao Shan au Canada sont liés à des suspects ciblés dans l'enquête de la GRC sur le piratage électronique, la plus importante enquête sur le blanchiment d'argent dans les casinos et les opérations bancaires clandestines au Canada.**

Xun Chuang n'a pas pu être localisé pour obtenir des commentaires par l'intermédiaire du cabinet d'avocats qui s'est occupé de l'un de ses dossiers de prêt immobilier. Il n'a pas été nommé comme suspect ni accusé dans l'enquête sur le projet de piratage électronique.

Les suspects liés à Xun Chuang étaient présumément impliqués dans des opérations de prêt immobilier et de prêt usuraire associés aux casinos liées au trafic de drogue et aux opérations bancaires clandestines à Richmond, en Colombie-Britannique, et en Chine continentale.

Toutefois, les accusations de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale dans le cadre de l'enquête sur le piratage électronique ont été suspendues avant que les suspects ne soient traduits en justice en raison d'erreurs de divulgation de la preuve commises par les procureurs fédéraux. Les allégations n'ont pas été prouvées.

Le groupe, Canada Chao Shan, et certains membres associés sont connus des agents du SCRS, selon une source qui n'a pas pu être identifiée.

Des réseaux obscurs semblables du Front uni ont fait l'objet d'enquêtes en Australie, où le gouvernement a mis en œuvre des interdictions d'exportation d'EPI le 29 mars après que plusieurs promoteurs immobiliers chinois aient envoyé plus de 82 tonnes d'EPI en Chine, selon un rapport du Congrès américain.

Selon le *Sydney Morning Herald*, l'un des groupes du Front uni du sud de la Chine impliqués était lié à des allégations de crime organisé et à des activités suspectes de « casino éclair ».

De plus, les groupes du Guangdong et du Front uni Chao Shan actifs en Australie sont également liés à des chefs de groupe canadiens, selon les archives des réunions du MTFU chinois. Un éminent leader du Front uni de la fédération Guangdong, Xiangmo Huang, un promoteur immobilier milliardaire et flambeur dans les casinos, a été expulsé d'Australie en 2018 pour des raisons de sécurité nationale.

Alex Joske, expert du Front uni et chercheur à l'Australian Strategic Policy Institute, dit que la Federation of Returned Chinese Overseas de la Chine, dont font partie les fédérations de Guangdong au Canada et en Australie, est un élément de plus en plus important de la stratégie de contrôle de la diaspora du Front uni par le président chinois. M. Xi.

M. Joske a confié à Global News que le parti communiste chinois utilise le crime organisé et les groupes du Front uni à des fins stratégiques à l'étranger.

« En Australie, nous avons observé un chevauchement entre les opérations d'influence politique, les organismes de renseignement et le crime organisé, explique M. Joske. Par exemple, un exploitant de jeux de hasard et figure criminelle présumée dirige également des groupes qui font rapport au ministère du Travail du Front uni et recueille des renseignements sur les politiciens. »

Jonathan Manthorpe, auteur canadien et expert du Front uni, a déclaré qu'Ottawa aurait bloqué les visas de 200 agents de la fédération Guangdong qui cherchaient à visiter Vancouver en 2018, pour des raisons de sécurité nationale. Toutefois, le SCRS n'a pas voulu confirmer à Global News s'il avait conseillé à Ottawa de bloquer les visas.

Dans une interview, Manthorpe a dit à Global News que M. Xi avait considérablement augmenté les ressources du Front uni, qu'il qualifie d'« arme magique ».

« Le ministère du Travail du Front uni est, pour dire les choses simplement, une opération de guerre politique, a déclaré M. Manthorpe. Il est dans toutes les ambassades et tous les consulats du Canada. »

Et les agents du Front uni implantés dans les consulats chinois du monde entier créent et prennent le contrôle de « groupes apparemment inoffensifs, dont la plupart sont intégrés dans des communautés chinoises ethniques non seulement au Canada, mais dans tous les pays où vit maintenant la diaspora chinoise composée d'environ 50 millions de personnes », a dit M. Manthorpe. M. Manthorpe affirme **qu'un aspect particulièrement troublant de la mobilisation de masse des immigrants chinois pour la collecte d'EPI par le Front uni est la « capacité du parti communiste chinois à imposer une discipline et à exiger une loyauté patriotique ».**

**« Pour moi, il est tout à fait inadmissible que des Canadiens soient intimidés et soumis à des pressions dans leur propre pays par des agents étrangers, a déclaré M. Manthorpe. Ce sont des attaques contre notre souveraineté et contre notre intérêt national. Et ce sont des attaques contre nos citoyens. Nous ne devrions pas permettre cela. »**

**Cependant, les autorités chinoises ont réfuté les critiques selon lesquelles le pays avait bloqué l'approvisionnement mondial d'EPI, affirmant qu'après que la Chine ait vaincu la menace du coronavirus à l'interne, les groupes du Front uni,**

**y compris les membres de la Fédération du Guangdong, distribuent maintenant de l'EPI à d'autres pays et aux Chinois vivant à l'étranger. »**

**« Il est entendu qu'à l'heure actuelle, la Guangdong Overseas Chinese Federation coordonne aussi activement l'approvisionnement de masques et d'autre équipement de prévention contre l'épidémie qui seront donnés à des groupes chinois vivant à l'étranger dans des régions où sévissent de graves épidémies en Italie, en Espagne, aux États-Unis, au Pérou et aux États-Unis et au Royaume-Uni, dans l'espoir de remédier à la pénurie actuelle de matériel de lutte contre l'épidémie pour les Chinois vivant à l'étranger », indique un rapport du MTFU du 23 mars.**

**Alors que les acteurs du Front uni sont sur le radar du SCRS depuis 1998, selon M. Manthorpe, les réseaux croissent rapidement au Canada sous le régime de M. Xi.**

**De plus, le niveau de menace actuel a été résumé dans un rapport du SCRS de 2018 qui indique que « les activités du Front uni du PCC comprennent la cooptation d'élites, la gestion de l'information, la persuasion, ainsi que l'accès à l'information et aux ressources stratégiques. C'est aussi souvent un moyen de faciliter l'espionnage. »**

**La Chine ne reconnaît pas l'utilisation de son Front uni à des fins d'espionnage, et les consulats chinois au Canada n'ont pas répondu aux questions à ce propos.**

**John Townsend, directeur des relations avec les médias du SCRS, n'a pas répondu directement à la question de savoir si l'organisme de sécurité nationale pouvait enquêter sur les opérations d'exportation d'EPI impliquant des groupes du Front uni au Canada, comme Canada Chao Shan.**

**« En vertu de notre loi, le SCRS a clairement le mandat d'enquêter sur l'espionnage et le sabotage, le terrorisme, l'ingérence étrangère et la subversion, et nous continuerons d'utiliser nos pouvoirs juridiques pour veiller à ce que le gouvernement du Canada reçoive des renseignements sur ces questions cruciales », a-t-il dit.**

**Sabrina Kim  
Issues Advisor / Conseillère en enjeux  
Office of the Prime Minister / Cabinet du premier ministre  
613-795-7803**